

SEMINAIRE « EXTRAVERSIONS DU GOUVERNEMENT EN AFRIQUE », 33 heures
Isaline Bergamaschi, Johanna Siméant-Germanos

Année universitaire 2017-2018, Master 2 de science politique, Spécialités études africaines,
Université Paris 1

Isaline.Bergamaschi@ulb.ac.be

johanna.simeant@ens.fr

Les lundi de 10 à 13h salle D631, du 18/09/2017 au 15/01/2018 (pas cours les 30/10, 6 et 13/11)

Problématique du séminaire

Sur le continent africain comme ailleurs, on ne peut qu'être frappé par l'extraordinaire profusion de travaux sur le transnational, ramené, parfois hâtivement, à « la mondialisation » et qui serait, par exemple à l'origine de l'avènement supposé d'une société civile internationale. Il s'agit alors soit de démontrer la « déconnexion de l'Afrique », soit de souligner son extraordinaire dépendance à l'extérieur (dans le registre de l'ombre portée du colonialisme, du rôle de l'aide ou des interventionnismes militaro-humanitaires), soit encore d'évoquer des formes de déterritorialisation d'un pouvoir devenu « transnational ». C'est à l'examen des rapports matériels et symboliques multiples que le continent entretient, souvent sur son sol, avec l'extérieur que ce séminaire se consacrera, en mobilisant notamment la fructueuse réflexion de Jean-François Bayart sur le recours des dirigeants africains à l'extraversion, façon de penser le rapport de l'Afrique à l'international dans toute sa profondeur historique – et de penser le rapport actif des Africains à l'international.

Profondeur historique nécessaire car, dans le cas africain, aux questionnements sur l'accélération des circulations transnationales s'ajoute celle du legs colonial, contribuant à superposer plusieurs strates de rapports à l'international, chacune porteuse de leur histoire propre. Comment penser l'inscription internationale du continent africain, ce qu'elle produit et ce dont elle procède en matière de gouvernement ? Comment penser les formes de rapport à l'international qui procèdent de l'expérience coloniale sans les analyser à la seule aune du reflet ou de la reproduction de la situation coloniale ?

Cette question du gouvernement de l'Afrique ne devra pas être entendue dans une acception étroite, celle des dirigeants et de leurs rapports aux anciennes métropoles ou aux institutions multilatérales, par exemple. En effet, comment, par exemple, ne pas voir dans la prolifération internationale du registre de la société civile, et de l'injonction à l'avènement ou au renforcement des sociétés civiles du « Sud » (notamment) un signe que cette dernière fonctionne comme une véritable forme du gouvernement contemporain ? Comment, ce faisant, ne pas s'intéresser aux diverses ingénieries de la société civile : à la fois celles qui entendent la promouvoir et celles qui procèdent de la généralisation de la forme « projet » associée au secteur des ONG ? Cela permettrait aussi de comprendre ce que la société civile (comme registre et injonction) « fait à la protestation ». Prendre pour objet d'étude central l'extraordinaire valorisation du syntagme de la société civile, en Afrique comme ailleurs, cela consiste donc à envisager moins la société civile comme ce qui est « hors » l'État que ce qui est organiquement lié aux formes de gouvernement (une société civile qui, si elle est contre l'État, est décidément « tout contre » !).

Le propos du séminaire ne négligera cependant pas la question apparemment plus classique des organisations internationales présentes en Afrique afin d'en comprendre les effets politiques mais aussi de s'en servir comme nœud à partir duquel saisir les intrications entre le « local » et l'« international » et les ressorts sociaux de l'internationalisation du continent: l'international ne « flottant pas dans les airs », c'est à partir de leur incarnation (les professionnels internationaux), de leur production (leur travail), mais aussi leurs effets concrets sur les villes africaines que nous tenterons de réfléchir sur la façon de saisir l'international.

Le séminaire entendra enfin analyser la façon dont ce qui fait lien à l'extérieur (dette, ressources extractives, migration, questions de mœurs...) est aussi ce qui donne des prises à la critique, et offre, dans l'asymétrie, les moyens d'un affrontement moral avec le Nord.

Initialement conçu dans une perspective de recherche, ce séminaire a vocation à donner aux étudiants engagés dans une perspective professionnelle en dehors de la recherche des outils de connaissance des mondes internationaux liés au continent africain (organisations internationales, humanitaire, développement, interventions internationales, etc.), ainsi que des logiques qui les régissent.

Évaluation :

Le séminaire suppose la remise d'une **note critique** consacrée à une notion, un concept (exemple : « Economie morale », « Gouvernance », « Cadets sociaux »), une question (« Que sait-on des fonctionnaires en Afrique subsaharienne ? », « Comment se passe réellement une mission d'observation électorale ? »), une institution (« L'Union africaine : sources et problématiques de sciences sociales pour envisager une institution »), ou un domaine de recherche (« Protestation et mouvements sociaux en Afrique », « La légitimation sur le continent africain ») rencontré en études africaines.

Le principe de la note critique est de comprendre comment une question est traitée (ou comment elle pourrait l'être quand elle a été peu étudiée) : à partir de quel(le)s concepts / notions / terrain & information / controverses / livres ? Les meilleures notes critiques sont celles qui portent sur un sujet qui n'avait jusqu'alors pas été interrogé, ou pas comme ça. Ce sont aussi celles qui ne traitent pas d'un débat d'idée (on ne vous demande pas de dire que « le développement ne sert à rien », ou que « les acteurs de l'humanitaire se trompent »...), celles qui ne disent pas « que faudrait-il faire ? », mais essaient de comprendre comment ont été traitées de telles questions dans les travaux de recherche existants, qui essaient aussi de comprendre les contraintes qui se posent aux acteurs dans telle ou telle situation sociale. Et une note critique n'est pas une note de synthèse !

La note critique est à rendre par e-mail, au format word ou open/libre office¹, pour le samedi 23 décembre à 23h au plus tard (min. 15.000 signes, max 22.000 signes espaces compris), et compte pour 60% de la note. Le retard dans la remise de la note critique est pénalisé de 0.2 points par jour dans une limite de 4 points de pénalité. Le plagiat fera quant à lui l'objet d'un signalement à l'UFR, entraînant le déclenchement d'une procédure disciplinaire.

Le reste de la note (40%)² s'appuie sur une participation active (orale, assiduité, préparation des questions de cours, un mini-exposé, lecture des documents prévus à chaque séance³. Le **mini-exposé**⁴ (10 minutes, 25% de la note) concerne soit les problématiques de sciences sociales, soit les sources disponibles sur un phénomène donné, ce qui n'interdit évidemment pas de lier les deux (ex : « Que nous apprennent les sciences sociales sur les effets des interventions humanitaires dans les sociétés récipiendaires ? » ou « Un état critique des sources sur la CEDEAO »). La limitation du temps à 10 minutes par exposé est volontaire, elle fait partie de votre formation : elle signifie que vous devez trouver des moyens de transmettre en un temps limité, à l'oral et éventuellement par un

¹ Afin de permettre la détection logicielle de plagiat.

² **Attention, pour les étudiants en droits africains la note finale est intégralement composée de la note critique.**

³ Vous devez être capable de résumer à l'oral un article de recherche d'une façon qui serait utile à qui ne l'a pas lu, en situant l'auteur, résumant sa démonstration, en indiquant dans quel courant théorique il s'inscrit, à quel autre travail il répond éventuellement, sur quelles notions il s'appuie, sur quel matériau empirique (ou pas), et ensuite si ce texte est éventuellement critiquable ou a été critiqué, et par qui – et dans quel réseau de textes il s'inscrit. Évidemment il n'est pas toujours possible de répondre à toutes ces questions.

⁴ Qui compte-tenu des effectifs devra sans doute être réalisé à deux.

PowerPoint⁵, un document distribué, ou quoi que ce soit d'autre, le fruit d'une recherche ou d'un raisonnement.

- ⇒ Il est interdit de dire d'un ouvrage ou d'un article qu'il est « intéressant » si l'on ne sait pas dire pourquoi !
- ⇒ Vous devez toujours être capable de citer vos sources, empiriques et théoriques
- ⇒ Lors d'un exposé, il est exclu de prononcer la phrase « bon, je n'ai pas le temps je dois m'arrêter là » ou « je n'ai pas traité de tel point car c'était trop court comme format ». Le « voilà » en guise de conclusion est fortement déconseillé !
- ⇒ L'utilisation des bases de données bibliographiques en sciences sociales (Cairn, J Stor, Sage, Oxford...) est supposée acquise (vous y avez accès gratuitement par domino.univ-paris1.fr).

CALENDRIER

*** Séance 1 (JS & IB) : Lundi 18 septembre 2017, 10h-13h (D631) : *Problématique générale du séminaire. Qui gouverne l'Afrique : « ONGisation » du social, rémanences impériales, extraversion du gouvernement africain***

Point méthode : pourquoi les sciences sociales ne servent pas seulement à faire de la recherche.

*** Séance 2 (JS) : Lundi 25 septembre 2016, 10h-13h : *Formation des États africains, situations coloniales et circulations impériales***

Point méthode : trouver un sujet de recherche ou d'enquête, l'ancrer géographiquement et empiriquement. Traduire un thème d'intérêt en question de sciences sociales. A quoi servent les concepts ?

Exposé : La notion de « courtier ». Développer 3 exemples issus de la période coloniale et postcoloniale

*** Séance 3 (IB) : Lundi 2 octobre 2017, 10H-13H : *Transactions postcoloniales : les politiques africaines de la France et leurs recompositions depuis les indépendances***

Point méthode : lire avant son terrain, bibliographie et documentation.

Exposé : La notion de « FrancAfrique » est-elle utile pour les sciences sociales ?

Exposé : Que nous apprennent les sciences sociales sur le rapport entre anciennes puissances coloniales et pays indépendants ?

*** Séance 4 (JS) : Lundi 9 octobre 2017, 10H-13H : *Épuisement des rentes de l'extraversion et transformations politiques de l'État postcolonial : les « démocratisations » et l'international***

Point méthode : La relation au terrain, de la négociation de l'enquête à la restitution des résultats. L'entretien.

Exposé : La notion de néopatrimonialisme.

Exposé : Comment interpréter la succession des transitions politiques, en 1989-91 comme les bouleversements politiques dans le monde arabe (ce qui a été appelé les révolutions arabes) ces dernières années ?

*** Séance 5 (JS) : Lundi 16 octobre 2017, 10H-13H : *Formes du gouvernement humanitaire***

Point méthode : La démarche ethnographique. Le journal de terrain.

Exposé : Que nous apprennent les sciences sociales sur les ONG humanitaires ?

Exposé : Où et comment enquêter sur l'aide humanitaire ?

*** Séance 6 (IB) : Lundi 23 octobre 2017, 10h-13h : *Développés, développeurs, partenaires et experts***

⁵ Dans ce cas il est évident que l'on doit préparer son matériel bien à l'avance.

Point méthode : « les experts », l'expertise et le rapport à la connaissance dans les milieux des professionnels du développement et du gouvernement international

Exposé : Le développement dans les sciences sociales, le développement pour les développeurs

Exposé : L'Association pour l'anthropologie du changement social et du développement (APAD), ses travaux et son positionnement

*** Séance 7 (IB) : Lundi 20 novembre 2017, 10H-13H : *Organisations internationales, circulation et formation internationale des élites africaines***

Point méthode : biographies, prosopographies

Exposé : Imaginer l'organisation d'un programme de recherche sur la formation des élites d'un État africain de votre choix.

Exposé : Que nous apprennent les sciences sociales sur le lien (ou pas) entre stratégies de reproduction des élites (Bourdieu) et internationalisation ?

*** Séance 8 (JS): Lundi 27 novembre 2017, 10H-13H : *Géographies du gouvernement extraverti : enclaves et marges transnationalisées, villes cosmopolites et territoires de la « société civile internationale »***

Point méthode : représentations graphiques et cartographiques de l'information. Enquêter sur l'international

Exposé : Présenter trois villes africaines internationales et expliquer selon quels critères, sources et indicateurs elles ont été choisies comme telles.

Exposé : L'espace est-il le même pour tous dans une société ? Argumenter.

*** Séance 9 (IB) : Lundi 4 décembre 2017, 10H-13H : *Monitoring démocratique, import-export institutionnels et formation de l'État***

Point méthode : archives, documentation et littérature grise

Exposé : Que sait-on du déroulement concret des opérations internationales d'observation des élections en Afrique ? (vous pouvez prendre un État spécifique)

Exposé : L'ONG Freedom House et la mesure de la démocratie dans le monde

*** Séance 10 (JS): Lundi 11 décembre 2017, 10H-13H : *Objets, ressources et formes de la critique Nord-Sud***

Point méthode : les statistiques, comment en collecter, en concevoir, les analyser et ne pas se laisser impressionner (1 : le questionnaire)

Exposé : La dette des pays pauvres : sources et histoire de la question

Exposé : Que nous disent les sciences sociales sur le tiers-mondisme ?

*** Séance 11 : Lundi 15 janvier 2018, 10H-13H : *Interventions militaires internationales en Afrique + Éléments de conclusion***

Point méthode : les statistiques, comment en collecter, en concevoir, les analyser et ne pas se laisser impressionner (2 : le codage)

Exposé : Les ouvrages sur la guerre au Mali : genres, sources, démonstrations.

Exposé : Que nous apprennent les sciences sociales sur la guerre en Lybie ?

DEADLINE DE REMISE DES NOTES CRITIQUES PAR LES ETUDIANTS: SAMEDI 23 DECEMBRE 2017 A 23 H. La séance de correction et discussion des travaux remis aura lieu le janvier.

LECTURES CONSEILLEES DANS LE CADRE DE LA PROBLEMATIQUE DE CE SEMINAIRE (il y aura aussi des bibliographies spécifiques à chaque thème de séance)

- ABRAHAMSEN, Rita, *Disciplining democracy: development discourse and good governance in Africa*, London, Zed Books, 2000.
- ATLANI-DUAULT, Laetitia, *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement*, Paris, Armand Colin, 2009.
- BACH, Daniel (dir.), « Afrique : la déconnexion par défaut », *Études internationales*, 22 (2), 1991.
- BAYART, Jean-François, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, 5, 1999, p. 97-120.
- BAYART, Jean-François, « Le crime transnational et la formation de l'État », *Politique africaine*, 2004, vol. 93, n° 1, p. 93-104.
- BAYART, Jean-François, « Les chemins de traverse de l'hégémonie coloniale en Afrique de l'Ouest francophone. Anciens esclaves, anciens combattants, nouveaux musulmans. », *Politique africaine*, 2007, vol. 105, p. 201-240.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.
- BAYART, Jean-François, *La Greffe de l'État. Les Trajectoires du politique*, 2, Paris, Karthala, 1996.
- BAYART, Jean-François, *Le Gouvernement du monde. Une Critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.
- BIRSCHENK, Thomas, CHAUVEAU, Jean-Pierre, OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre (dirs.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Paris, Karthala 2000.
- BRABANT, Justine, « Peut-on faire de la recherche au sein d'une ONG ? », *Genèses*, 2013, 90 (1), p. 42-61.
- CHALFIN, Brenda, *Neoliberal Frontiers. An Ethnography of Sovereignty in West Africa*, Chicago University Press, 2010.
- COMAROFF, John L., COMAROFF, Jean, (eds.), *Civil society and the political imagination in Africa: critical perspectives*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.
- COOPER, Frederick, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Un point de vue d'historien », *Critique internationale*, 1998, janvier 2001, 10, p. 101-124.
- COOPER, Frederick, *Le colonialisme en question: théorie, connaissance, histoire*, Paris, Payot, 2010.
- COUSSY, Jean, « États africains, programmes d'ajustement et consensus de Washington », Paris, *L'Économie Politique*, vol. 4, n° 32, 2006, p. 29-40.
- DARBON, Dominique (dir.), *La politique des modèles en Afrique - Simulation, dépolitisation et appropriation*, Paris, Karthala, 2009.
- DAUVIN, Pascal, SIMEANT, Johanna & CAHIER, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- DEZALAY, Yves, GARTH, Briant, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique Latine. Entre notables du droit et « Chicago boys »*, Paris, Seuil, 2002.
- DUFFIELD, Mark, « Risk-Management and the Fortified Aid Compound: Everyday Life in Post-Interventionary Society », *Journal of Intervention and Statebuilding*, vol. 4, n° 4, 2010, p. 453-474.
- ELYACHAR, Julia, « Finance internationale, micro-crédit et religion de la société civile en Égypte », *Critique internationale*, octobre 2001, 13, p. 139-152.
- ELYACHAR, Julia, *Markets of Dispossession: NGOs, Economic development and the State in Cairo*, Durham, Duke University Press, 2005.
- ENGLUND, Harri, *Prisoners of freedom: human rights and the African poor*, Berkeley, University of California press, 2006.
- FERGUSON, James, *Global shadows. Africa in the Neoliberal world order*, Durham, Duke University Press, 2006.
- FERGUSON, James, *The Anti-Politics Machine: "Development", Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Minneapolis, University of Minneapolis Press, 1994.
- GAVELLE, Julien, SIMEANT, Johanna, TRAORE, Laure, « Le court terme de la légitimité – prises de position, rumeurs et perceptions, janvier-septembre 2012 à Bamako », *Politique Africaine*, 130, 2013, p. 23-46.

- GUILHOT, Nicolas, *The Democracy Makers: Human Rights and International Order*, New York, Columbia University Press, 2005.
- MEIMON, Julien, « L'invention de l'aide française au développement. Discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique », *Questions de recherche (CERI)*, 21, septembre 2007, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/question/qdr21.pdf>
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD-Karthala, 1995.
- Politique africaine*, « France-Afrique. Sortir du pacte colonial », 105, mars 2007.
- POMMEROLLE, Marie-Emmanuelle, « The Extraversion of Protest : Conditions, History and use of the "International" in Africa », *Review of Political Economy in Africa*, vol. 37, n°105, septembre 2010, p. 263-279.
- POMMEROLLE, Marie-Emmanuelle, SIMÉANT, Johanna (dir.), *Un autre monde à Nairobi, Le Forum Social 2007*, Paris, Karthala, 2008.
- POMMEROLLE, Marie-Emmanuelle, SIMÉANT, Johanna, « Voix africaines au Forum Social Mondial de Nairobi – les chemins transnationaux des militantismes africains », *Cultures et Conflits*, été 2008, 70, p. 129-149.
- RESNICK Danielle, VAN DE WALLE Nicolas, INSTITUT MONDIAL DE RECHERCHE SUR L'ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT (dir.), *Democratic trajectories in Africa: unravelling the impact of foreign aid*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- RIST, Gilbert, *Le développement – Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- SIMEANT, Johanna (dir.), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, Presses du CNRS, 2015.
- SIMÉANT, Johanna, "Committing to Internationalisation: Careers of African Participants at the World Social Forum", *Social Movement Studies*, 2013.
- SIMÉANT, Johanna, "What is going global? The internationalization of French NGOs "without borders"", *Review of International Political Economy*, 12 (5), 2005, p. 851–883.
- SIMÉANT, Johanna, « Interpreting the rise of international "advocacy". » *Humanity*, 2014, 5 (3), p. 323-343.
- SIMÉANT, Johanna, « La transnationalisation de l'action collective », in AGRIKOLIANSKY, Eric, FILLIEULE, Olivier, SOMMIER, Isabelle, (dirs.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 121-144.
- SIMEANT, Johanna, « Localiser le terrain de l'international », *Politix*, vol. 25, 100, 2012, p. 129-147.
- SIMEANT, Johanna, « Protester/Mobiliser/Ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, 2, 2013, p. 125-143.
- SIMÉANT, Johanna, « Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire », *Mots - Les langages du politique*, n° 65, mars 2001, p. 28-50.
- SIMEANT, Johanna, *Contester au Mali: formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Karthala, 2014.
- SIMÉANT, Johanna, DAUVIN, Pascal (dir.), *ONG et humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- SIMÉANT, Johanna, POMMEROLLE, Marie-Emmanuelle, SOMMIER, Isabelle, dir., *Observing Protest from a Place – The World Social Forum in Dakar (2011)*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016.
- SMITH, Steven Rathgeb, LIPSKY, Michael, *Nonprofits for hire: the Welfare State in the Age of Contracting*, Cambridge, Harvard University Press, 1993.
- STOLER, Ann Laura, Frederick COOPER, *Repenser le colonialisme*, Paris, Payot, 2013.
- WAGNER, Anne-Catherine, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2007.